

*L'Europe*  
*Une Histoire*

par Norman Davies<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> *Europe. A History*. Pimlico, 1997. Résumé de l'Introduction de l'ouvrage

## L'idée d'Europe

La notion d'Europe est une idée relativement moderne qui s'est progressivement substituée au concept de Chrétienté entre le XIVe et le XVIIIe siècle. La période clé se situe au tournant des XVIIe et XVIIIe siècle, après des décennies de conflits religieux. Au début des Lumières, il devint difficile pour des nations divisées d'invoquer leur commune origine chrétienne et la notion d'Europe répondait à ce besoin d'une désignation à connotation plus « neutre ». A l'Ouest, les guerres contre Louis XIV déterminèrent plusieurs personnalités publiques à demander une action commune pour lever les divisions du jour. Quaker William Penn (1644-1718) plaida pour la concorde universelle et la mise en place d'un Parlement Européen. L'Abbé Charles Castel de Saint-Pierre (1658-1743), auteur du « Projet de paix perpétuelle », appela à la création d'une confédération de puissances européennes. A l'Est, l'émergence de l'empire russe de Pierre le Grand imposa une révision des principaux concepts de la politique internationale. Le traité d'Utrecht, en 1713, se signale comme le dernier grand moment où il fut publiquement fait référence à la « *Respublica Christiana* ». A partir de là, la conscience européenne l'emporta sur le sentiment d'appartenance à une communauté chrétienne. En 1751, Voltaire décrivait l'Europe comme une sorte de « *grande République, divisée en plusieurs Etats...* ». Vingt ans plus tard, Rousseau déclarait: « *Il n'y a plus de Français, d'Allemands, d'Espagnols, ni même d'Anglais, mais seulement des Européens* ». L'idée européenne trouva sa forme achevée en 1796 quand Edmund Burke écrivit que « *Nul Européen ne peut se sentir complètement isolé dans n'importe quelle région d'Europe* ».

Cependant, les paramètres géographiques, culturels et politiques de l'Europe n'ont pas cessé d'être sujets de débats. Si la majeure partie de l'ensemble européen est clairement délimitée par l'abondance de ses côtes maritimes, sa frontière terrestre n'a émergé que très lentement. Les hommes de l'Antiquité, puis ceux du Moyen-Age, situaient la frontière entre l'Europe et l'Asie de l'Hellespont au fleuve Don. Un encyclopédiste du XIVe siècle fournit une définition relativement précise: « *...l'Europe commence sur le fleuve Tanay (Don) et s'étend de l'Océan du Nord aux confins de l'Espagne. Sa partie Est et Sud commencent à la mer appelée Pontus (Mer Noire) et se poursuit jusqu'à la Grande Mer (Méditerranée) pour s'achever aux îles Cadiz (Gibraltar)* ».

Le Pape Pie II commençait son « Traité des Etats d'Europe » (1458) par une description de la Hongrie, de la Transylvanie et de la Thrace qui étaient, à cette époque, sous menace turque. Ni les hommes de l'Antiquité, ni ceux du Moyen-Age n'avaient une bonne connaissance des territoires situés à l'Est des grandes plaines d'Europe. Il a donc fallu attendre 1730 pour qu'un officier suédois suggère de déplacer la frontière européenne du Don aux montagnes et au fleuve de l'Oural. Au XVIIIe siècle, le gouvernement russe place un poste frontière sur le trajet entre Yekaterinburg et Tyumen. Les bannis du régime tsariste, conduits dans les fers vers la Sibérie, prirent alors l'habitude de s'agenouiller au poste frontière pour y ramasser une dernière poignée de terre européenne. « *Il n'est pas de poste frontière au monde*, écrivit un observateur, *qui ait vu passer autant de coeurs brisés* ». En 1833, date de la publication du *Handbuch der Geographie* de Volger, l'idée d'une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural jouissait d'un assez large consensus. Cependant, cette conception d'une Europe étendue, conséquence directe de l'émergence de l'empire russe, a été vivement critiquée, notamment par les géographes. La frontière de l'Oural était peu crédible pour Halford Mackinder ou Arnold Toynbee qui donnaient la priorité aux critères environnementaux, ou pour le géographe suisse, J. Reynold, qui écrivait « *La Russie est l'antithèse géographique de l'Europe* ».

Cette conception « géographique » de l'Europe a toujours fait concurrence à une conception « culturelle ». En l'absence d'une structure politique commune, l'ensemble européen ne pouvait guère, en effet, être défini que par des critères culturels, aux premiers rangs desquels figure l'héritage chrétien. Lors de son adresse à l'Allemagne vaincue, en 1945, le poète T.S Eliot, mettait l'accent sur l'interdépendance des différentes cultures qui composent la famille européenne et, surtout, sur l'importance de la tradition chrétienne, laquelle inclut l'héritage de la Grèce, de Rome et d'Israël : « *...Un Européen peut ne pas être croyant, et pourtant tout ce qu'il dit, fait...dépend (de l'héritage chrétien). Seule la culture chrétienne pouvait produire un Voltaire ou un Nietzsche. Je crois que la culture européenne ne survivrait pas à la disparition totale de la foi chrétienne* ». Il s'agissait là de la conception traditionnelle, celle que Madame de Staël appelait « *penser à l'européenne* ». Aux historiens de la culture européenne, il revient d'analyser les différentes branches de la tradition chrétienne en évaluant leur influence, comparée à de nombreux éléments non ou anti-chrétiens.

Le pluralisme s'impose. En dépit de la suprématie apparente des croyances chrétiennes jusqu'au milieu du XXe siècle, il ne fait pas de doute que nombre des sources d'inspiration les plus fructueuses de l'histoire européenne - depuis la passion de la Renaissance pour l'Antiquité, jusqu'à l'obsession des Romantiques pour la Nature - présentaient des caractères païens. De même, il est difficile de déceler une influence chrétienne dans les engouements contemporains pour le modernisme, l'érotisme, l'économie, le sport ou la culture pop. Il reste donc à déterminer si les forces centrifuges du XXe siècle ont, ou non, réduit l'héritage chrétien à une influence négligeable. Quoi qu'il en soit, il est difficile de prétendre, aujourd'hui, qu'il ait jamais existé une culture européenne monolithique. Le legs européen apparaît davantage comme composé de cinq ou six cercles superposés et entrelacés (voir annexe).

Il serait trompeur, cependant, de croire que l'idée d'Europe est dénuée de toute signification politique. Tout au contraire, elle n'a cessé d'être associée à des promesses d'harmonie et d'unité. Les premières conceptions messianiques de l'Europe remontent au traité de Westphalie. L'idée d'Europe fut invoquée par Guillaume d'Orange et ses alliés contre Louis XIV, puis par les opposants à Napoléon. Le terme faisait partie de la rhétorique de la « balance des pouvoirs » au XVIIIe et de celle du « concert des nations » au XIXe. Au XXe siècle, l'idée européenne fut revivifiée par des hommes politiques déterminés à en finir avec les horreurs des deux guerres mondiales. L'utopie européenne trouva son expression, dans les années 1920, dans la Société des Nations, et connut alors une grande popularité parmi les nouveaux Etats d'Europe de l'Est, soucieux de trouver une protection commune contre les appétits des grandes puissances. A la fin des années 1940, après la mise en place du rideau de fer, l'idée européenne fut appropriée par les partisans d'une « petite Europe », formée par cercles concentriques à partir de la France et de l'Allemagne. L'idéal européen n'en resta pas moins une source permanente d'espoir pour ceux soumis à l'oppression communiste. Cependant, ce n'est qu'à la chute de l'empire soviétique, en 1989/91, qu'on vit émerger l'idée d'une communauté pan-européenne à l'échelle du Continent.

Pendant plus de 500 ans, un des problèmes essentiels dans la définition de l'Europe s'est focalisé sur l'inclusion ou l'exclusion de la Russie. Tout au long de la modernité, ses voisins de l'Ouest n'ont cessé de chercher des raisons de l'exclure tandis que les Russes ne savaient trop eux mêmes s'ils se voulaient dedans ou dehors.

En 1517, un traité géographique publié à l'Université de Cracovie, maintenait la distinction entre « *Sumartia europaea* » et « *Sumartia asiatica* », avec la frontière sur le Don, ce qui incluait la Pologne-Lithuanie mais excluait la Russie moscovite. Trois siècles plus tard, les choses n'étaient plus si claires. A la veille de la Révolution française, alors que la frontière russe s'était considérablement avancée vers l'Ouest, il ne faisait plus de doute, pour un observateur tel que Louis-Philippe de Ségur que la Pologne elle-même, qui semblait « *dix siècles en retard* », n'était plus en Europe. Pourtant, à la même époque, le gouvernement russe affirmait fermement son appartenance européenne. En 1767, Catherine II déclarait: « *la Russie est un Etat européen* ». Les nécessités du commerce firent le reste et un consensus, accru par le rôle joué par la Russie au XIXe dans la défaite de Napoléon et par l'effervescence culturelle russe, se dessina en faveur de l'appartenance européenne de la Russie. Après 1917, la victoire des Bolcheviques réveilla les vieux doutes et ambiguïtés. Considérés, à l'Ouest, comme des barbares, une bande de sauvages asiatiques dans la lignée d'Attila ou de Ghengis Khan, les révolutionnaires étaient fréquemment considérés, en Russie même, comme le produit d'une greffe occidentale dû aux Juifs, supporté par l'argent de l'Ouest et dirigé par « l'intelligence allemande ». Lénine et son équipe s'identifiaient clairement à l'Europe. Ils se présentaient comme les héritiers du mouvement lancé par la Révolution française, plaçaient leurs racines immédiates dans le socialisme allemand et pensaient que la Russie serait le fer de lance d'autres mouvements révolutionnaires à l'Ouest de l'Europe. Ce n'est donc que sous Staline que l'Union Soviétique a pris ses distances spirituelles avec le reste de l'Europe. Soixante-dix années de règne communiste ont, certes, consolidé les frontières physiques et mentales entre la Russie et le reste de l'Europe. Cependant, nombreux furent les Russes à partager, en leur for intérieur, l'attachement des non-Russes du bloc soviétique à l'identité européenne. Cette référence à l'Europe, un moyen de survie contre le rouleau compresseur communiste, leur permit d'applaudir, après la chute de l'URSS, le « retour en Europe » (Vaclav Havel). Depuis, cependant, le doute quant à l'appartenance européenne de la Russie s'est réinstallé, tant du côté des nationalistes et néo-communistes russes, hostiles et envieux du monde occidental, qu'à l'Ouest de l'Europe qui ne croit guère la Russie capable d'instaurer une démocratie libérale.

Pourtant, certains commentateurs ont pu faire valoir que les références européennes de la Grande-Bretagne ne sont pas moins ambiguës que celles de la Russie. De la conquête normande à la guerre de Cent ans, la Grande-Bretagne fut mêlée intimement aux affaires du Continent. Mais, pour l'essentiel de la modernité, c'est ailleurs que le Royaume-Uni a cherché fortune. Comme les Russes, les Britanniques étaient clairement Européens, mais avec des intérêts prioritairement non-européens. L'habitude de considérer le « Continent » de loin n'a commencé d'évoluer qu'à la fin de l'empire. Surtout, l'expérience impériale a conduit la Grande-Bretagne à concevoir l'Europe sur le mode d'une division entre les « grandes puissances » de l'Ouest, seules dignes d'intérêt, et les « petites nations » de l'Est, qui ne comptent guère. Les initiateurs du mouvement pro-européen, dans les années 1920, pensaient que ni la Russie ni la Grande-Bretagne n'avaient vocation à rejoindre leur ensemble.

Entre-temps, une série de tentatives avaient été faites pour distinguer les différents ensembles culturels de l'Europe. A la fin du XIXe siècle, le concept de « *Mittleuropa* », à domination allemande, fut lancé pour répondre à l'influence politique des puissances centrales. Dans l'entre-deux guerres, un ensemble appelé « Europe du Centre-Est » fut inventé pour coïncider avec les nouveaux Etats indépendants, de la Finlande et la Pologne à la Yougoslavie. Le terme fut revivifié, après 1945, pour désigner les Etats tombés sous domination communiste. A partir de là, la distinction entre l'Europe occidentale, dominée par l'OTAN et la CEE, et l'Europe de l'Est, sous domination soviétique, sembla gravée dans le marbre. Au début des années 1980, cependant, un groupe d'écrivains conduit par Milan Kundera, lança le terme « d'Europe centrale », pour tenter de briser les barrières établies. Une nouvelle version du « coeur de l'Europe », une idée à connotations géographiques et émotionnelles fortes, mais qui reste particulièrement indéfinie. Un auteur a placé le coeur de l'Europe en Belgique, un autre en Pologne, un troisième en Bohême, un quatrième en Hongrie, un cinquième dans la zone d'extension de la littérature allemande...

Durant ces 75 années pendant lesquelles l'Europe fut divisée par la plus longue de ses guerres civiles, le concept d'unité européenne ne put être maintenu vivant que par des personnalités dotées d'un exceptionnel courage intellectuel pour résister non seulement à un nationalisme persistant, mais aussi à la vision étriquée d'une Europe réduite à sa seule partie occidentale prospère. Hugh Seton-Watson (1916-84), professeur à l'Ecole d'Etudes Slaves et Est Européennes de Londres, fut de ceux là.

Européen 1

Il s'attacha à souligner trois points fondamentaux: la nécessité d'un idéal européen, le rôle complémentaire de l'Ouest et de l'Est, et la reconnaissance du pluralisme culturel européen. Seton-Watson fut un des rares universitaires de l'Ouest à refuser de tenir pour acquises les barrières entre l'Est et l'Ouest et à saisir la vraie nature du communisme.

### Europe et Occident

Au cours des deux derniers siècles, l'histoire européenne a fréquemment été assimilée à celle de la « civilisation occidentale ». L'impression s'est imposée que tout ce qui est à l'Ouest est civilisé et que tout ce qui est civilisé est à l'Ouest. Corrélativement, tout ce qui est vaguement de "l'Est" ou "d'Orient" apparaît en retard ou inférieur. Par bien des aspects, l'attitude dépréciative des Européens de l'Ouest à l'égard de leurs voisins de l'Est n'est pas sans rappeler le dédain également exprimé à l'égard de l'Islam et du monde arabe. Le terme de "civilisation occidentale" n'inclut pas, le plus souvent, l'ensemble de l'Europe (bien qu'il puisse s'appliquer à des parties du globe très éloignées du Continent européen). Les historiens de l'Ouest voient rarement la nécessité de prendre en compte l'ensemble du continent européen: on ne compte plus le nombre d'ouvrages présentés abusivement comme des « histoires » de l'Europe ou de la Chrétienté mais qui bornent leur analyse à quelques fragments du continent seulement. Cet « oubli » de l'Est est un curieux phénomène, comme si les historiens se conduisaient comme des vendeurs de gruyère, dont les produits comprennent au moins autant de trous que de fromage. Si les ouvrages d'anatomie étaient rédigés de la même façon, l'être humain semblerait n'être doté que d'un seul cerveau, d'un seul oeil, d'un seul bras, d'un seul poumon et d'une seule jambe.

La chronologie est également révélatrice. Le concept de « civilisation occidentale » remonte aux Grecs qui voyaient le monde hellénistique libre comme l'antithèse des despotismes perses. Tout au long de la modernité, le terme a été adapté par différentes forces politiques, soucieuses d'asseoir leur identité et de se différencier de leurs voisins.

Plus d'une douzaine de conceptions de la « civilisation occidentale » se sont superposées au fil des siècles: l'empire romain; la civilisation chrétienne; le monde catholique; le protestantisme; l'ensemble francophile du XVIIIe; la version impériale du XIXe; la variante marxiste; la variante allemande avec la notion de l'*Abenglich*; la version WASP<sup>2</sup> de l'entre-deux guerres puis de l'immédiat après-guerre; la version américaine de la communauté Atlantique-Pacifique; la version ouest-européenne avec la CEE...

Il ressort de ces exemples que la notion de « civilisation occidentale » est un amalgame de constructions intellectuelles, destiné avant tout à servir les intérêts de ses promoteurs. Elle résulte d'un mélange d'idéologies, de propagandes culturelles et de quêtes identitaires. L'Occident est une notion élastique calquée, selon les cas, sur la répartition des religions, sur les exigences du libéralisme ou de l'impérialisme, sur le degré inégal d'industrialisation, sur les divisions engendrées par la Révolution russe ou des deux guerres mondiales et due aux visions autocentrées des philosophes français, des historiens prussiens, des hommes d'Etat anglo-saxons.. .bref, tous ceux qui avaient de bonnes raisons de dédaigner ou de se méfier de l'Est. Une batterie d'assertions ne cessent d'être mises en avant, telles que: l'Est et l'Ouest ont peu en commun; la division du Continent répond à des différences naturelles et profondes; l'Ouest est supérieur et seul à mériter le nom d'Europe. Plus récemment, ce concept de "civilisation occidentale" a été considérablement renforcé par la coupure physique de l'Europe entre 1947-48 et 1991. A la veille du XXIe siècle, on peut se demander quels intérêts cette conception servira à l'avenir.

Surtout, un pernicieux anachronisme s'acharne à faire de la transition du rideau de fer une frontière permanente entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. C'est ainsi que la Pologne disparaît de l'histoire de la Renaissance, la Hongrie de celle de la Réforme, la Bohême de celle de l'industrialisation, la Grèce de celle de l'Empire Ottoman... Plus sérieusement, une bonne part de l'Europe se trouve privée de sa réelle personnalité historique. A l'Est, les réactions contre ces visions tronquées n'ont pas manqué: le thème d'un Est « pur » de toute corruption morale ou idéologique, souvent avancé par le pouvoir soviétique, a été adapté par la dissidence intellectuelle, qui a pris ses distances avec le matérialisme sans âme de l'Ouest, en soulignant que c'est à l'Est, sous l'oppression communiste, que l'attachement aux valeurs traditionnelles de l'Europe a été le mieux préservé.

---

<sup>2</sup> White Anglo Saxon Protestant

Cependant, on ne peut nier qu'il existe d'importantes et réelles lignes de fracture qui ont permis d'accréditer la division entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. La plus durable est celle qui sépare la Chrétienté catholique (latine) et la Chrétienté orthodoxe (grecque). Présente depuis les premiers siècles de notre ère, elle joue toujours un rôle important, comme l'ont montré les événements de l'ex-Yougoslavie. Mais il existe d'autres frontières: celle du *limes* romain, celle qui séparait l'empire romain d'Ouest et d'Est, la frontière ottomane... et le rideau de fer. Moins assurées, en revanche, sont les divisions mises en place par les spécialistes en sciences sociales. Les économistes opposent les sociétés industrielles de l'Ouest et celles, agraires, de l'Est; les anthropologues tracent une ligne Leningrad-Trieste qui séparerait les familles nucléaires des familles indivises; les juristes distinguent les pays de droit romain, certains politologues opposent les nationalismes de l'Ouest à ceux de l'Est. Il convient de rester prudent face à ces distinctions: ainsi s'agissant du nationalisme, le meilleur exemple du soi-disant « nationalisme de l'Est » se trouve... à l'extrême Ouest de l'Europe, en Irlande.

Ces distinctions, réelles ou imaginaires, ont, cependant, largement déterminé le cadre intellectuel au sein duquel l'histoire européenne fut conçue et rédigée. Leur influence est si forte que certains auteurs n'ont pas hésité à parler d'une « Europe blanche », à l'Ouest, et d'une « Europe noire », à l'Est. La division de l'Europe en deux moitiés opposées ne relève pas de l'affabulation pure et simple, mais il convient de garder à l'esprit que cette fracture Est-Ouest n'a rien de permanent dans notre histoire. Surtout, la division du Continent en deux blocs oblitère d'autres lignes de fracture au moins aussi importantes: elle fait l'impasse sur de sérieuses différences au sein même de l'Ouest et de l'Est et néglige la profonde coupure historique entre le Nord et le Sud de l'Europe. Tout historien ou géographe soucieux de prendre l'ensemble des critères en considération ne peut manquer de conclure qu'il existe non pas deux mais cinq ou six Europe(s). De même, nul historien compétent ne peut nier que l'Europe a toujours été composée d'un « centre » et d'une « périphérie », cette dernière étant en constante expansion, puisque la sphère d'influence européenne s'étend désormais de San Francisco à Buenos Aires, Cape Town, Sydney et Vladivostok. Mais, à nouveau, la question est de savoir où placer le « centre ». Les réponses varient selon que la perspective choisie est géographique, ethnique, culturelle, politique ou économique. Mais il est clair que, quelque soit ce « centre », il est lié à l'Ebre, au Danube ou à la Volga au moins autant qu'au Rhône ou au Rhin; aux Baltes et aux Slaves autant qu'aux Germains et aux Slaves; à la paysannerie autant qu'au prolétariat.

Quelles que soient leurs différences, les régions d'Europe ont beaucoup en commun. Elles sont habitées majoritairement par des peuples d'origine indo-européenne ou apparentés, elles sont imprégnées de l'héritage de la Chrétienté et sont liées par toutes sortes d'interactions politiques, culturelles, économiques. En dépit de leurs antagonismes, les Européens partagent les mêmes angoisses face aux influences étrangères, qu'elles soient américaines, africaines ou asiatiques. L'unité du Continent n'est pas moins évidente que sa diversité.

La « suprématie occidentale » fait partie de ces dogmes intellectuels qui se vérifient à certains moments de l'histoire européenne, et non à d'autres. Il ne se vérifie pas aux premiers siècles de l'histoire européenne quand Byzance surpassait nettement l'empire de Charlemagne. Elle s'est, à maints égards, vérifiée récemment, l'Ouest étant manifestement plus prospère et puissant que l'Est. Mais la conduite criminelle des pays occidentaux au XXe siècle a ôté tout crédit aux prétentions de suprématie morale de l'Ouest. En d'autres termes, le label « Europe », comme autrefois, le label « Chrétienté », n'appartient à aucune région du Continent en particulier. Nul ne peut se l'arroger. L'Europe de l'Est aura beau être pauvre, moins développée, ou soumise à des régimes tyranniques, elle n'en restera pas moins européenne. Peut-être même est-elle plus européenne car plus attachée, en raison des privations et des oppressions subies, à des valeurs européennes que les occidentaux tiennent, eux, pour acquises. L'Europe de l'Est ne peut être exclue en vertu de sa « différence ». Tous les pays européens sont différents. Tous les pays d'Europe *occidentale* sont différents. Et il existe de nombreuses similitudes qui transcendent les frontières établies. La Pologne est peut-être très différente de l'Allemagne ou de la Grande-Bretagne, mais elle est plus proche de l'Irlande ou de l'Espagne que bien des nations ouest-européennes entre elles. Un pays comme la Grèce, qu'on classe souvent à l'Ouest grâce à l'héritage d'Homère et d'Aristote, est plus éloignée, en réalité, de l'Europe occidentale que certains Etats placés contre leur gré du mauvais côté du rideau de fer. En réalité, presque tous les récits de la « civilisation occidentale » se bornent à des tableaux fortement idéalisés, et donc tronqués, du passé. Il ne leur suffit pas d'encenser l'Ouest et de dénigrer l'Est, ils ne parviennent même pas à donner une honnête version de l'histoire ouest-européenne. A la lecture de certains ouvrages, on pourrait presque croire que l'Ouest n'est peuplé que de génies, de philosophes, de pionniers, de démocrates ou de saints. Un monde qui n'aurait abrité que des Platon et des Marie Curie.... Une telle mystification n'est plus tenable: les canons de la culture européenne doivent impérativement être revus.

## L'Histoire au prisme des Alliés

Les conceptions contemporaines de l'histoire européenne ont surtout été profondément influencées par les deux guerres mondiales et par la victoire des forces alliées. Grâce à leurs victoires de 1918 et de 1945 et à la fin de la guerre froide, les Alliés ont réussi à imposer à toute la planète leur version des événements, notamment en Allemagne, un pays devenu particulièrement réceptif à ces thèses par culpabilité congénitale et grâce à des politiques de rééducation efficaces.

Ce schème d'interprétation des Alliés, souvent projeté dans l'histoire ancienne de l'Europe, s'articule autour de quelques points:

- La croyance en l'existence d'une branche distincte et séculaire de « civilisation occidentale », au sein de laquelle les pays réunis au sein de l'Alliance Atlantique représentent le sommet du progrès humain.

- Une idéologie "antifasciste" qui assimile la deuxième guerre mondiale au combat du Bien contre le Mal.

- Une fascination démoniaque pour l'Allemagne présentée, comme la principale source de l'impérialisme maléfique qui conduisit à la Première Guerre et du fascisme qui conduisit à la Seconde.

- Une vision indulgente et romantique de l'empire tsariste et de l'Union Soviétique, l'allié stratégique à l'Est. Les crimes commis par la Russie ne doivent pas être assimilés à ceux de l'ennemi car son rôle joué dans la lutte antifasciste contrebalance largement les fautes qu'elle a pu commettre.

- L'acceptation implicite d'une division du Continent en deux sphères: celle de l'Ouest, où règnent les « valeurs atlantiques » et celle de l'Est, considérée comme la sphère d'influence légitime de la Russie.

- L'oubli étudié de tous les éléments susceptibles de contredire les assertions exposées ci-dessus.

Ce schème d'interprétation des Alliés n'a jamais été explicitement formulé ni été ouvertement contesté. Pourtant, un demi-siècle après la deuxième guerre mondiale, il imprègne tant les débats académiques que le cadre conceptuel des décisions politiques. C'est lui qui permet de rendre compte de l'importance des recherches d'histoire et de sciences politiques consacrées au régime Nazi et de la prédominance des études consacrées à l'Allemagne, notamment aux Etats-Unis. Il permet d'expliquer pourquoi les questions est-européennes relèvent toujours d'Instituts d'Etudes "soviétiques" ou "slaves", de la place démesurée conférée à la Russie dans l'étude du monde slave et de l'absence fréquente d'études sur les peuples non-russes.

Surtout, le schème des Alliés conditionne la lecture de la dernière guerre: un demi-siècle après les faits, tout élément qui risque de ternir le mythe allié est systématiquement minimisé ou contesté. Nombreux sont les stéréotypes, directement issus de la Seconde Guerre Mondiale qui déterminent notre perception des pays d'Europe de l'Est. Ainsi, les Tchèques et les Serbes, traditionnellement attachés à la coopération avec la Russie et hostiles à l'Allemagne ont longtemps été qualifiés de « braves », de « sympathiques » et de « démocrates » - du moins jusqu'à la guerre de Bosnie. Il n'en va pas de même des Slovaques, des Croates ou des Baltes, suspects de collaboration avec l'ennemi. Les Polonais, comme d'habitude, se prêtent mal à tout schéma: en résistant à l'invasion allemande, ils ont, à l'évidence, combattu pour la démocratie, mais, en résistant à l'agression soviétique, ils sont devenus des « traîtres », des « fascistes », des « irresponsables » et des « anti-démocrates ». Même difficulté pour les Ukrainiens: bien qu'ils aient probablement enduré les plus fortes souffrances civiles de tous les pays européens, ils n'ont eu de cesse d'échapper à la domination russe. La meilleure chose à faire était donc de prétendre que cette embarrassante nation n'existait pas et d'adhérer à la vieille fiction tsariste de la « Petite Russie ». En réalité, les Ukrainiens n'ont jamais été ni petits ni Russes. La prégnance de cette conception alliée fut évidente lors des réactions qui ont suivi l'effondrement du communisme, à partir de 1989. L'éclosion de la Gorbymania, la priorité donnée au maintien de l'intégrité territoriale des alliés de guerre (URSS, puis Yougoslavie) et la confusion délibérée entre le « patriotisme » et le « nationalisme » de l'Est... autant d'éléments qui ne peuvent s'expliquer que par l'existence d'une grille de lecture antérieure.

Ce n'est donc que très progressivement que l'opinion occidentale a pris conscience que la Russie et l'Union soviétique ne coïncidaient pas: que Gorbatchev dirigeait un régime honni de ses concitoyens; que la Fédération Yougoslave était un régime communiste, que c'est le pouvoir communiste serbe qui incarnait le plus extrémiste des nationalismes et que la Lituanie, la Slovénie, l'Ukraine ou la Croatie étaient des nations distinctes légitimement en quête d'un Etat. D'où la nécessité, aujourd'hui, d'une réécriture de l'histoire européenne.

\*\*\*